



**L'ASFA**

Siège social : Morne Burat - 97180 Sainte-Anne -  
Guadeloupe.

Tel : 0690 50 72 32 Mel : [lasfa@wanadoo.fr](mailto:lasfa@wanadoo.fr)

Site internet : [www.faune-guadeloupe.com](http://www.faune-guadeloupe.com)

Déclaration de création du 06/08/2003 N°9712006868.

JO du 10/01/2004. Siret : 453 655 003 00011

**AVIS de l'ASFA à la consultation publique sur le projet d'arrêté préfectoral  
relatif à la chasse sur le département de la Guadeloupe saison 2014-2015**

L'arrêté préfectoral (Ci après « l'AP Chasse ») réglementant l'exercice de la chasse en Guadeloupe pour la saison 2014-2015 constituerait une atteinte grave à la santé publique et la préservation des populations d'oiseaux concernés.

**1- Risques graves pour la santé publique, la santé animale et l'environnement**

L'AP chasse autorise l'abattage des Grives à pattes jaunes et tourterelles à queue carrée de la zone dite du « croissant bananier » alors que leur consommation est interdite par arrêté préfectoral en raison de la teneur élevée de ces oiseaux en Chlordécone (un organochloré neurotoxique, perturbateur endocrinien et cancérigène).

De plus, aucune mesure n'est prise pour interdire aux chasseurs de transporter et déplacer ce gibier contaminé. Il n'y a donc aucune assurance que ces oiseaux contaminés ne soient proposés à la consommation par des chasseurs à leurs convives. **Ce qui constitue un risque sanitaire particulièrement grave pour les femmes enceintes, les enfants à naître, les enfants et autres « groupes vulnérables ».** Il y aurait là clairement de la part de l'Etat, une mise en danger de la vie d'autrui.

L'Etat sait parfaitement que ces oiseaux sont potentiellement contaminés et contaminants pour les personnes et pour les animaux. Il se doit par conséquent de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en interdire toute possibilité de consommation par les personnes et les animaux sauvages ou domestiques. Comme il l'a fait pour la pêche et la consommation des poissons et crustacés.

Le déplacement de ce gibier contaminé et son abandon tel quel « dans la nature » vont contaminer les milieux et les chaînes alimentaires de zones non contaminées par la chlordécone !

Ainsi, en maintenant cette possibilité de transporter et d'abandonner n'importe où le gibier contaminé, l'Etat redonnerait un permis de polluer aux chasseurs. Il favoriserait la diffusion de la pollution en organochlorés sur tout le territoire guadeloupéen, ce qui est contraire aux recommandations et obligations en matière de santé publique et de protection de l'environnement.

## **2- Aggravation critique du statut de conservation de la grive à pattes jaunes (*Turdus lherminieri*), une espèce endémique des Petites Antilles mondialement menacée**

En maintenant, la Grive à pattes jaunes parmi les espèces chassables en Guadeloupe cet AP Chasse violerait de nouveau **le principe de précaution** protégé au niveau constitutionnel par l'article 5 de la charte de l'environnement et au niveau législatif **par l'article L 110-1 du code de l'environnement** :

*« I. - Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du **patrimoine commun de la nation**.*

*II. - Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont **d'intérêt général** et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. **Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants** :*

***1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ; »***

La Grive à pattes jaunes est une espèce forestière endémique **de 4 îles seulement des Petites Antilles** dont Sainte- Lucie, où elle a probablement disparu. Elle existe donc dans ces îles et nulle part ailleurs au monde. Elle bénéficie naturellement d'une protection légale forte dans les 3 autres îles où elle est présente.

**L'espèce est classée menacée à l'échelle mondiale par L'UICN (statut Vulnérable) et à l'échelle locale par le Comité français de L'UICN. Il convient de rappeler que l'UICN est un organisme dont le Ministère de l'écologie est membre pour la France !**

Les principaux facteurs de menace sont la déforestation, la chasse et la pollution particulièrement, l'imprégnation par les organochlorés.

Les récents travaux d'Emilie Arnoux dans le cadre de sa thèse de Doctorat d'Université révèlent que la Grive à pattes jaunes **a probablement disparu de Sainte-Lucie** (pas d'observation depuis 3 ans). Ils montrent également qu'il y a 3 clades au sein de l'espèce dont celle de Montserrat et Guadeloupe.

L'auteure définit ainsi 3 unités significatives de gestion afin de préserver les populations :

*“Quoiqu’il en soit, la structuration génétique des populations mise en évidence par nos résultats permet d’identifier 3 unités significatives de gestion (i.e. Evolutionary Significant Unit ; Ryder 1986, Moritz, 1994) à l’échelle desquelles une gestion et une évaluation de l’état de conservation des populations devrait être déclinées. L’une de ces unités regroupant les oiseaux de Guadeloupe et de Montserrat, impliquerait notamment qu’une attention particulière soit portée sur la population de la Basse-Terre compte tenu des effectifs et de l’importante diversité génétique qu’elle renferme.” (p147)*

Par ailleurs, **ses travaux confirment que les domaines vitaux de l’oiseau sont “petits” ou “restreints”**. Et que la tendance est à la baisse des effectifs : *“L’ensemble de nos résultats supportent toutefois l’idée que les effectifs des populations de Basse-Terre et de la Dominique se montrent plus réduits aujourd’hui que par le passé”*. (p146)

Ce relatif “isolement génétique” signifie que les populations de grives à pattes jaunes ont peu d’échanges génétiques entre elles. De ce fait : l’adaptabilité de l’espèce aux changements constants de son environnement est amoindrie, l’expression des gènes délétères est facilitée et la vulnérabilité aux agents pathogènes est largement accrue.

La littérature scientifique relative aux effets extrêmement délétères des organochlorés dont le chlordécone, sur la reproduction des animaux, abonde. Ce sont des substances qui s’accumulent dans le foie, la graisse et les organes génitaux. Elles se concentrent particulièrement dans les œufs des oiseaux exposés. Chez la poule par exemple (qui se nourrit au sol comme la grive à pattes jaunes et les tourterelles), les teneurs en chlordécone peuvent dépasser 1 000 microgrammes/ kg !!!

La contamination avérée des populations de Grive à pattes jaunes du croissant bananier par ce pesticide, constitue donc **un facteur de menace supplémentaire pour la survie de l’espèce**.

Tous ces éléments font penser que le statut de cette espèce est encore beaucoup plus préoccupant que ce que l’on pensait. **La responsabilité de la France dans la conservation de cette espèce a répartition mondiale extrêmement restreinte s’en trouve considérablement**

**alourdit.**

Le quota prévu par l'arrêté (si peu contrôlé) permet l'abattage de milliers de grives chaque jour de chasse car la Guadeloupe compte plus de 2500 chasseurs déclarés.

Il y a clairement urgence à mettre en place une protection légale intégrale de cette espèce. Il s'agit d'un "patrimoine commun de la nation", un patrimoine commun mondialement menacé que l'Etat ne peut laisser s'étioler davantage pour le seul plaisir des chasseurs, le plaisir de tuer.

**La chasse légale de la grive à pattes jaunes est donc éminemment contestable sur le plan éthique, scientifique et juridique.**

**La protection de ce patrimoine menacé relève du bon sens de l'intérêt général. Il s'agit d'intérêts qui ont une valeur constitutionnelle puisque reconnus par la loi constitutionnelle du 01/03/2005.**

### **3- Risque de dommages graves aux populations d'oiseaux du croissant bananier**

Comme il a été exposé plus haut, l'imprégnation des oiseaux par le chlordécone constitue clairement un facteur de déclin des populations d'oiseaux (atteinte de individus, de leur potentiel reproductif et de leur descendance). Ces effets sont parfaitement documentés.

Abattre les oiseaux du croissant bananier obère tragiquement l'avenir de ces populations du croissant bananier. D'autant plus que ces espèces (grives à pattes jaunes et tourterelles à queue carré) sont plutôt sédentaires.

L'AP chasse s'il devait maintenir cette autorisation d'abattage des oiseaux de cette région violerait manifestement le principe de précaution.

La préfète se doit d'examiner **l'intégralité des éléments nécessaires à l'appréciation des risques de l'abatage des oiseaux de cette région pour les populations locales de ces deux espèces.** Si elle ne recherche pas l'ampleur et la nature des effets directs ou indirects de la mort de ces oiseaux sa décision devra être regardée **comme entachée d'une erreur de droit !**

***(cf Arrêt du Conseil d'Etat du 09/10/2012 N° 233876 Publié au recueil Lebon)***

Cette mesure va à l'encontre du devoir de « *favoriser le repeuplement des oiseaux* » (article L 421-1 du code de l'environnement)

### **4- L'AP permettrait d'Abattre à nouveau des oiseaux pour le seul plaisir de tuer**

Dans le croissant bananier la consommation des grives et tourterelles est interdite mais leur tir est autorisé ! Ce serait prolonger une décision dépourvue de toute éthique. C'est un cas quasi unique en France où seules les espèces classées ou susceptibles d'être classées "nuisibles" peuvent être abattues sans être consommées.

Quelles « nuisances » causées par ces oiseaux ont été rapportées ? Aucune.

## **5 – L'AP chasse permettrait la chasse d'oiseaux en pleine période de reproduction, ce qui est illégal**

Entre le mi juillet et mi aout la tourterelle à queue carré est encore en période de reproduction. Autoriser la chasse à cette période c'est violer l'Article L 424-2 du code de l'environnement qui stipule que :

*« Les oiseaux ne peuvent être chassés ni pendant la période nidicole ni pendant les différents stades de reproduction et de dépendance. »*

**Pour toutes ces raisons principales, l'ASFA émet un avis très défavorable au projet d'arrêté préfectoral sur l'exercice de la chasse pour le département de la Guadeloupe pour la saison 2014-2105 .**

**Cet arrêté sera contraire aux plus élémentaires principes de préservation de la biodiversité singulièrement, des espèces endémiques et menacées. Il met de façon manifeste en danger de disparition les populations de grives à pattes jaunes du croissant bananier. Il obère à moyen terme l'avenir de l'espèce en Guadeloupe et au niveau mondial.**

**Il violerait en plusieurs points le principe de précaution à valeur constitutionnelle.** Aussi, sans prise en considération par la préfète de cet avis, nous ferons appel à l'Etat de droit.

**Enfin, cet arrêté ferait que la Guadeloupe conserverait tous ses records peu vertueux ni glorieux en matière de chasse par rapport aux autres îles des Petites Antilles :**

- **chasse d'espèces endémiques des Petites Antilles (grives, colombe à croissants, ..)**
- **chasse d'espèces mondialement menacées**
- **plus grand nombre d'espèces chassables : plus de 60 !**
- **période de chasse la plus longue (étalée suivant les espèces) : 6 mois ! (juillet à janvier !)**
- **plus grand nombre de chasseurs**

Tout ceci contrarie également le développement d'actions pédagogiques en faveur du développement durable ainsi que l'écotourisme. Cette énorme pression de chasse rend en effet les oiseaux plus farouches et peu sujets au bird watching, une activité pourtant pourvoyeuse d'emplois.

**Dr Béatrice Ibéné**  
**Présidente de L'ASFA**  
**Vétérinaire**

Membre du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel

Membre assesseur du *Global Amphibian Assessment* de  
la Commission de Sauvegarde des Espèces de l'Union  
mondiale pour la Conservation de la Nature (UICN) pour  
les îles de la Caraïbe.

---